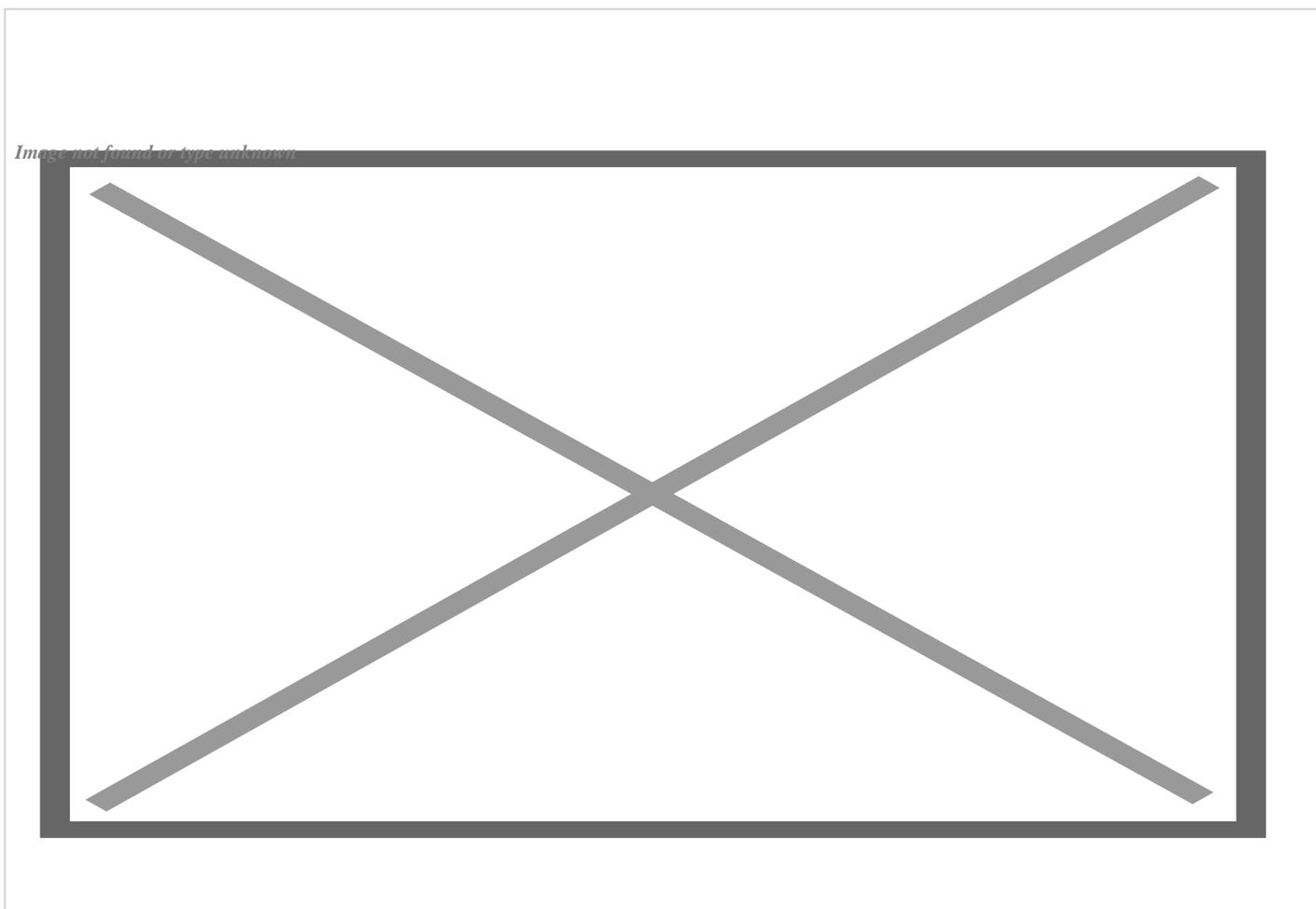


Un complot de chefs d'entreprise s'ajoute aux menaces contre le Gouvernement péruvien



Lima, 20 octobre (RHC) La révélation d'un complot de chefs d'entreprise contre le gouvernement s'est jointe aujourd'hui à l'adoption par l'opposition parlementaire, d'une loi controversée qui est dénoncée comme faisant partie d'une étape clé pour destituer le président du Pérou, Pedro Castillo.

La conjuration a été découverte par le portail journalistique El Foco, qui a publié des dialogues sur Internet du groupe des entrepreneurs qui coordonnent des actions d'une stratégie pour déstabiliser l'exécutif jusqu'à sa chute. La conspiration a été rendue publique presque en même temps que la majorité de l'opposition au Congrès de la République a ratifié une loi qui réduit au minimum la possibilité constitutionnelle du président de dissoudre l'organe législatif en guise d'action défensive face à son obstructionnisme.

Les conjurés, a ajouté le rapport, ont convenu, afin de 'sortir le communisme du gouvernement', de financer une grève des corporations de transport, qui selon eux commencerait le 8 novembre et paralyserait le pays.

Parmi les participants à la conspiration, El Foco a identifié le président de la Société Nationale des Industries (SNI), Ricardo Márquez; José Luis Silva, ancien ministre du gouvernement néolibéral d'Alan Garcia (2006-11); Magali Simon et Bruno Alecchi, présidente de la commission des transports de la SIN.

Márquez a eu plusieurs contacts avec le président et il a voyagé le mois dernier dans une mission d'affaires en même temps que la visite du président Castillo aux États-Unis et a ensuite commenté que le dirigeant a lancé un message attrayant pour attirer les investissements étrangers.

Face à cette révélation, le SIN a publié un communiqué dans lequel il a soutenu que les déclarations personnelles de ses membres 'n'engagent pas l'institution' et a nié qu'il participe à des actions politiques déstabilisatrices et, au contraire, a maintenu un dialogue franc avec l'exécutif.

Le rapport journalistique indique que l'entrepreneur Silva, dirigeant du secteur gastronomique, a indiqué dans les dialogues sur Internet qu'il faut 'sauver la démocratie' et 'renverser le communisme'. Et il a essayé de disqualifier la plainte au motif qu'elle était absurde et infondée.

Il a également mentionné que la dirigeante du SIN Magali Simon se félicite du récent remaniement du cabinet ministériel et a ajouté que, cependant, 'la destitution du président doit rester à l'ordre du jour du parlement.

D'autre part, le dirigeant du secteur des transporteurs, Geovani Diez, coordinateur de l'arrêt du 8 novembre, a reconnu des contacts avec des entrepreneurs, mais a soutenu qu'ils ne finançaient pas la grève.

Source Prensa latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/274455-un-complot-de-chefs-dentreprise-sajoute-aux-menaces-contre-le-gouvernement-peruvien>



Radio Habana Cuba